États-Unis : Dans l'expectative… Une mise à jour provisoire (22 février 2020)

Une élection déterminante, des conflits durables…(octobre 2020)

dimanche 9 mai 2021, par BARZMAN John (Date de rédaction antérieure : 22 avril 2021).

L'article « États-Unis : une élection déterminante, des conflits durables » a été finalisé en octobre 2020, avant l'élection présidentielle du 3 novembre, et publié fin novembre dans le numéro 47 de *Contretemps*. Les événements qui se sont déroulés depuis lors montrent que les problèmes analysés demeurent urgents.

Sommaire

- États-Unis : Une élection
- Pronostics
- Relations internationales
- Soutien populaire et oppositio
- Crise et chômage
- Protection santé
- Le mythe d'une classe ouvrière
- L'environnement et les femmes
- Tsunami autour des violences
- Autoritarisme
- Comment se positionne la (…)

Deux précisions s'imposent à propos des résultats des présidentielles :

1) Le taux de votants a été plus fort que prévu : 159 millions, soit 66,7 % des citoyens ayant le droit de vote, un record historique. Au final, Biden a obtenu 81,2 millions de voix, soit 51,3 % des exprimés, contre Trump avec 74,2 millions, soit 46,8 %.[1] La volonté de battre Trump a largement mobilisé. Le score des Verts tombe de 2,7 % pour Nader en 2000 à 0,2 % pour Hawkins en 2020. La victoire de Biden a été ressentie comme un soulagement, une bouffée d'air frais, la possibilité d'une avancée pour de larges secteurs des classes populaires, notamment africaines-américaines, et dans le monde.

2) Les trumpistes ont réussi à augmenter le nombre de leurs voix dans les couches populaires. Certes, comme l'article le dit, il ne s'agit pas du centre de gravité de la future classe ouvrière pour soi, ni même du salariat existant, très divers (femmes, minorités, non-citoyens). Néanmoins, plusieurs de nos correspondants nous disent qu'il ne faut pas se voiler la face et qu'on doit reconnaître l'étendue de la confusion. Les ouvrages de Kim Moody et Michael Zweig, qui rappellent que la classe ouvrière représente environ 73 % de la population, peuvent aider à cadrer ce débat sur la classe ouvrière.[2]

L'émeute du 6 janvier au Capitol confirme que le Parti républicain est au bord de la scission, sans qu'on sache quel camp y aura la majorité. Elle a montré que le mouvement trumpiste est capable de

fédérer et développer la myriade de groupuscules d'extrême-droite autour des thématiques de défense de la suprématie blanche (« la grandeur de l'Amérique ») et de lutte contre un gouvernement fédéral fort (le « socialisme »).

Pour empêcher l'épanouissement de ces réseaux trumpistes-miliciens, les gauches américaines envisagent deux types de ripostes. D'une part, réduire leur capacité de fonctionner en combinant une action directe populaire, de masse et pacifique pour la défense des droits démocratiques avec des procédures judiciaires contre les agressions racistes et anti-socialistes, des enquêtes sur les violences et complicités policières et leurs soutiens financiers. Des appels en ce sens sont apparus récemment, comme par exemple sur le site de la revue Spectre, qui met l'accent sur l'action directe.[3]

D'autre part, des mesures économiques immédiates destinées à détacher la base populaire du trumpisme, tels que le salaire fédéral minimum à 15 dollars, un secours d'urgence COVID conséquent, l'assurance santé pour tous, l'annulation des dettes de loyer, de mensualités d'achat de logement, d'achat d'assurances santé et de remboursement des emprunts pour les études. Or, pour l'instant, les syndicats et les grandes associations des droits civiques, des femmes et des écologistes en sont à négocier leurs revendications dans le cadre du plan de relance de 1,9 trillion de dollars proposé par Biden.

En même temps que les trumpistes attaquaient les élus à Washington le 6 janvier, le Parti démocrate, aidé par une mobilisation de terrain, gagnait les deux sièges contestés en Géorgie, portant sa représentation au Sénat à cinquante Sénateurs. La Vice-Présidente Kamala Harris, qui dispose du droit d'accorder la prépondérance en cas d'égalité des votes (50 Démocrates contre 50 Républicains), le gouvernement Biden pourrait désormais faire adopter des lois populaires rapidement s'il se détachait de sa politique d'union nationale et d'apaisement des Républicains dits modérés.

La COVID continue de s'étendre. On prévoit 500 000 morts officielles fin février 2021. Les statistiques sanitaires pour 2020 montrent que l'espérance de vie des Américains a reculé d'un an (passant de 78,8 à 77,8 en moyenne), avec de fortes disparités entre les Africains-Américains, les Hispaniques et les autres.[4]

Biden a donc choisi de présenter son plan de relance comme un plan d'urgence pour combattre l'épidémie et la récession dont elle serait la cause. L'énormité de la dépense, 1,9 trillion de dollars, retient l'attention.[5] Il comporte de nombreuses mesures favorables aux salariés, tels que le salaire minimum fédéral à 15 dollars, un chèque de secours immédiat aux familles entre 1400 et 2000 dollars, mais celles-ci sont susceptibles, en fonction de la négociation, d'être réduites ou reportées dans le temps. De plus elles sont mélangées à des aides accordées aux grandes sociétés capitalistes « victimes » de l'épidémie, sans conditions sociales, antidiscriminatoires ou climatiques strictes. Un mois après la cérémonie inaugurale, les réformes nécessaires restent engluées dans la recherche du compromis.

Dans le domaine des relations extérieures, la politique de Biden est assez conforme à ce qu'on attendait. Un budget militaire énorme, la poursuite de la concentration des forces contre la Chine et la Russie, le soutien à la politique israélienne. Néanmoins, l'élection du Démocrate a sans doute écarté de nouvelles provocations contre l'Iran et permis la proposition de réouverture de négociations autour du nucléaire. Face à l'Arabie saoudite, les États-Unis demandent que leurs armes ne soient plus utilisées dans la guerre au Yémen. Et Washington est revenu dans l'accord de Paris sur le climat.

On attend donc toujours le grand élan équivalent aux premiers cent jours du New Deal, qui avait

démarré avec l'inauguration de Roosevelt le 4 mars 1933. Seul frémissement porteur d'espoir, le vote en faveur du syndicat (RWDSU) des 5805 salariés, dont de nombreux Africains-Américains, des entrepôts d'Amazon à Bessemer, Alabama. S'il se concrétise, ce serait le premier des nombreux établissements d'Amazon à se syndiquer aux États-Unis.[6]

J. B.

Notes :

[1] https://www.cfr.org/blog/2020-election-numbers

[2] Kim Moody, On New Terrain : How Capital Is Reshaping the Battleground of Class War, 2017 [Sur un terrain nouveau, comment le capital remodèle le champ de bataille de la guerre de classe], et Michael Zweig, The Working Class Majority : America's Best Kept Secret, 2008 [La classe ouvrière majoritaire : le secret le mieux caché de l'Amérique].

[3] 9 janvier 2021 : https://spectrejournal.com/we-cannot-let-yesterdays-farce-become-tomorrows-tragedy/

[4]https://www.democracynow.org/2021/2/18/headlines/us_life_expectancy_falls_by_1_year_in_2020_drops_nearly_3_years_for_black_americans

[5] https://www.nytimes.com/2021/01/14/business/economy/biden-stimulus-plan.html

[6] https://www.al.com/news/2021/02/national-day-of-solidarity-throws-spotlight-on-amazon-union-vote-in-alabama.html

---

États-Unis : Une élection déterminante, des conflits durables…(octobre 2020

Ci-dessous, l'article de John Barzman publié dans le numéro 43 de ContreTemps (octobre 2020)

Grand branle-bas au village planétaire : gouvernements et opinions publiques angoissent. Qui, de Joe Biden ou de Donald Trump, l'emportera ? Qui deviendra « l'homme le plus puissant du monde » ?[1] Des instituts de sondage mesurent l'impopularité du président américain actuel en dehors des États-Unis.[2] Il est clair que si toutes celles et tous ceux qui sont affectés par les décisions de la Maison Blanche pouvaient voter à travers le monde, Biden gagnerait de loin.

Pronostics

Malheureusement, l'issue est moins claire chez celles et ceux à qui la loi attribue le droit de vote et qui l'exercent. Chaque jour amène un nouveau rebondissement, coup médiatique ou événement imprévu susceptible d'influencer quelques milliers d'électeurs dans un État clé et de faire basculer la majorité du collège électoral.[3] Jeunes et braves gens sensibles à l'inégalité, habitants des zones rurales et grandes banlieues pavillonnaires habituellement peu mobilisés, se retrouvent désormais,

les uns dans des manifestations contre les violences policières, les autres dans des caravanes armées. À chaque instant des initiatives médiatiques tentent de repousser certains sujets à l'arrière-plan, tandis que des bataillons de communicants que les Québecois appellent « doreurs d'image » (« spin doctors ») allument des contrefeux.

Après le débat Trump-Biden, l'hospitalisation de Trump pour cause de Covid et son retour à la Maison Blanche, l'attention se porte sur les candidats à la Vice-Présidence : pour les démocrates, Kamala Harris, centriste, femme identifiée comme africaine-américaine et indienne (Inde), et pour les républicains, Mike Pence, très conservateur soutien du Tea Party et de l'extrême-droite chrétienne. À l'heure où cet article est rédigé, les analystes, après l'erreur qu'ils ont commise à propos du duel Trump-Hillary Clinton en 2016 et malgré l'avance de Biden dans presque toutes les prévisions, ne s'aventurent à pronostiquer la victoire du démocrate qu'avec une large marge d'incertitude. Enfin, leurs pronostics sont à nuancer en fonction du résultat des affrontements en cours pour les sièges au Sénat et à la Chambre des représentants, ainsi que les postes de gouverneurs d'État et autres responsables territoriaux, et des nombreux référendums.[4]

Dans une revue critique comme *ContreTemps*, il nous incombe de rappeler que la grande majorité des sondages et commentaires actuels portent sur les votants dans l'élection présidentielle, votants qui ne représentent qu'environ la moitié des personnes qui habitent, travaillent, étudient, élèvent des familles, paient des impôts et interagissent comme humains dans le pays.

Les débats sur l'accès au statut de résident, à la citoyenneté, au vote et aux procurations font face à la politique du Parti républicain. En effet, celui-ci, après la forte participation des minorités qui a porté Obama au pouvoir en 2008, redouble d'efforts pour réduire le nombre des votants (« *disenfranchisement* » ou « *voter suppression* »), et, en amont, ralentir l'accès des résidents non-citoyens à la citoyenneté.[5] Voici des statistiques récentes[6] : 329,5 millions d'habitants (avril 2020), dont 74 millions de moins de 18 ans et 12 millions de sans papiers (estimation) ; 296 millions de citoyens dans les 50 États fédérés, dont 233 millions de plus de 18 ans (2018), plus 5 à 9 millions en dehors. Environ 6 millions de citoyens interdits de vote (« *felons* »). Le filtre suivant concerne les inscriptions sur les listes électorales (« *registration* ») : en 2018, ils étaient 153 millions, en légère baisse par rapport à 2016, ce qui signifie qu'environ 22 % des citoyens ayant le droit de vote ne s'étaient pas inscrits. L'abstention représente selon le référent environ 15 % des inscrits, ou 50 % des citoyens ayant le droit de vote (« *eligibles* »). Cette année, les difficultés du vote par courrier, déjà importantes et variables selon les États, sont aggravées par l'épidémie de Covid et les menaces trumpistes sur le décompte des voix.

Ajoutons à tout cela des facteurs plus structurels et permanents tels que les lois sur le financement des candidats et le biais des principaux médias, qui favorisent tous deux l'influence du capital. Enfin, cerise sur le gâteau, le collège électoral et le poids institutionnel du Sénat (deux sénateurs par État, grand ou petit), minorent les résultats du vote populaire. Pour qui aspire à une vraie démocratie, au vu du comportement des catégories sociales dans les élections, il est évident que tout changement radical exigera la mobilisation tous azimuts d'une majorité non seulement des votants, mais aussi des non-votants.

Au-delà de ce rappel peu exaltant mais nécessaire, le plus utile pour une revue trimestrielle de réflexion est d'évoquer les problèmes de fond qui ont modelé la formation des deux grands blocs partisans et, parfois, de mouvements qui leur échappent. En effet, si le duo Biden-Harris gagne, il reviendra probablement sur quelques aspects de la politique de Trump, mais en prolongera d'autres auxquels l'appareil démocrate a déjà souscrit de bonne foi (accords bipartisans) ou consenti après une opposition de pure forme. Cela ne calmera ni les mécontentements populaires exprimés avec force depuis l'élection de Trump en 2016, ni les forces réactionnaires qu'il a déchaînées. Inversement, si le duo Trump-Pence gagne, une partie des démocrates cherchera probablement la

conciliation, tandis que les forces conservatrices pousseront leur avantage, suscitant, dans le meilleur des cas, un sursaut d'unité et de combativité populaire comparable, peut-être plus fort, que celui qui s'est révélé durant le premier mandat de Trump.

Voyons quels sont les points d'accord et divergences entre les deux candidats, et l'étendue de la contestation populaire, parfois portée par le candidat socialiste éliminé par les primaires démocrates, Bernie Sanders, sur un ensemble de sujets plus ou moins abordés au cours de la campagne (politique étrangère, crise économique, droits des minorités dites raciales et ethniques, environnement, droits des femmes, santé, notamment face à la Covid, et autoritarisme policier et milicien), avant de conclure sur les choix faits par l'extrême gauche américaine.

Relations internationales : accord bipartisan et surenchère verbale

La politique internationale des États-Unis est traditionnellement un terrain d'entente entre le Parti démocrate et le Parti républicain. Cet accord bipartisan est fondé sur un consensus que le pays doit être une grande puissance, sinon la plus grande du monde, que ses industries et son budget militaire doivent lui permettre de jouer ce rôle, qu'il lui faut des bombes atomiques, des missiles, des services d'espionnage, des bases à travers le monde, qu'il doit protéger les capitaux américains investis dans ses zones d'influence non seulement par la force mais par une emprise culturelle, et que cela exige parfois des interventions militaires ou des guerres. La plupart des inflexions sont préparées et appliquées conjointement. Cet accord s'est maintenu, malgré les tentatives de Trump de se singulariser par des formules frappantes mais au contenu flou.

Les deux grandes inflexions des années 2000 – 1) « partager le fardeau de la défense », c'est-à-dire exiger que les alliés de l'OTAN et des autres traités augmentent leur part des dépenses communes ; 2) « pivoter vers l'Asie », c'est-à-dire concentrer les forces américaines autour de la Chine – ont été amorcées par Obama (2008-2016), poursuivies par Trump de 2016 à 2020 et sont aujourd'hui revendiquées par les deux « *tickets* », Trump-Pence et Biden-Harris. L'habillage médiatique tend à masquer ce consensus en présentant les choix du premier comme dictés par ce qui compte vraiment pour les Américains (« *America First* »), et du second comme visant à ménager les alliés pour mieux faire déboucher une option qui est en fait partagée.

Démagogue, Trump cherche à se présenter comme le protecteur de la vie des soldats américains engagés au Moyen-Orient. Il répète, comme en 2016 face à Hillary Clinton, qu'il s'était opposé à l'invasion de l'Irak dès 2003 alors que ses adversaires la soutenaient[7], et que, depuis son accession au pouvoir, il a retiré les forces américaines de Syrie et réduit celles qui restent en Afghanistan, dans le cadre de son objectif plus général de « mettre fin aux guerres sans fin ». Il a réussi à retirer la signature américaine de l'accord limitant les armes nucléaires de l'Iran et à faire assassiner le général iranien Soleimani à Bagdad sans entraîner de guerre, rendant un peu moins recevables les appels à la prudence de Biden. Enfin il a mené à bien l'accord entre les Émirats Arabes Unis et Israël aux dépens des Palestiniens, que son rival démocrate a salué comme un progrès historique.

Assez logiquement, les deux candidats se livrent à une surenchère à qui sera le plus dur avec la Chine. Ils partagent la crainte que la Chine ne concurrence assez rapidement les firmes américaines dans des secteurs (semiconducteurs, aéronautique), ou marchés (Mexique, Canada, Japon, Corée du Sud, par exemple) qu'elles dominent encore, et veulent donc mettre fin à la stratégie « gagnant-gagnant » d'entente avec la Chine. Quand Trump a accusé Pékin d'espionner des industries américaines sensibles et de fausser la concurrence sur le marché chinois par des subventions déguisées, Biden n'a fait aucune tentative pour relativiser l'affaire. Tous deux imputent les fermetures d'usines américaines à cette concurrence qu'ils considèrent déloyale. Là encore, la seule

divergence est que Biden prétend qu'il saura mieux que Trump unir les alliés de Washington pour faire pression sur Pékin.

Le budget militaire américain croît de nouveau depuis la dernière année du mandat d'Obama. Les deux candidats sont d'accord sur l'essentiel : les 1,3 million de soldats seront mieux équipés et de nouveaux programmes seront lancés pour « renforcer les capabilités face à la Chine et la Russie, y compris dans les sphères cybernétique et spatiale, tout en gérant les guerres en cours au Moyen-Orient et potentiellement vite en Corée… et pour le développement de systèmes sans pilote, la résilience spatiale et les munitions guidées avec précision ».[8]

Soutien populaire et oppositions pacifistes

Les sondages indiquent qu'une majorité de l'opinion désapprouve les sorties de Trump menaçant de pulvériser l'Iran ou la Corée du Nord parce qu'elles risquent d'entraîner des guerres, et qu'elle apprécie ses promesses d'éviter les interventions lointaines et coûteuses (Irak, Afghanistan, Syrie). Par contre, le retrait des accords de Paris sur le climat, la proposition de quitter l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), la fragilisation des accords de libre-échange par l'augmentation des droits de douane sur les importations au risque de déclencher des guerres douanières sont moins populaires, sauf peut-être quand elles concernent la Chine en représailles à des mesures précises. Par exemple, les réactions aux sanctions contre Huawei témoignent d'une certaine disposition à suivre le gouvernement dans des litiges ponctuels.

Bernie Sanders appelait en 2019 à une réduction de 10 % du budget du Pentagone et au fléchage des sommes économisées vers les régions pauvres toujours très nombreuses aux États-Unis, proposition courageuse dans le contexte du Parti démocrate mais somme toute assez timide sur le fond. Après l'avoir battu dans les primaires et accepté son soutien, Joe Biden n'a fait pratiquement aucune concession dans ce sens. Néanmoins des mouvements sociaux plus éloignés du pouvoir reprennent l'idée, populaire dans les années 1960, 1970, et de nouveau au sortir de la Guerre froide avant la croisade contre le terrorisme, qu'une réduction importante du budget militaire permettrait une plus grande attention aux besoins économiques et sociaux de la nation américaine.[9] Ainsi, la Poor People's Campaign, organisation inspirée par Martin Luther King, réclame un « définancement » du Pentagone pour contrer « le racisme systémique, la pauvreté, le désastre écologique, le militarisme et l'économie de guerre dont souffre notre pays aujourd'hui ».[10]

Enfin, on détecte une certaine réticence dans la population à faire des conflits avec la Chine la question centrale de ces élections, comme Trump l'a essayé à plusieurs reprises. Mécontentée par l'inconsistance des mesures contre la Covid, l'appauvrissement des salariés et indépendants modestes, les violences policières discriminatoires, une grande partie de la population américaine ne s'est pas laissée embrigader en vue d'un affrontement avec la Chine. Pour l'instant, le gouvernement n'est pas parvenu à convaincre la population que son ennemi principal se trouve en dehors du pays, de l'autre côté du Pacifique. On peut penser que la multiplication des fermetures d'entreprises, l'augmentation du chômage, l'extension de l'épidémie, les interruptions de services publics (écoles, hôpitaux) continueront après les présidentielles et amèneront au moins une minorité importante à se demander si le budget militaire n'est pas excessif.

Crise et chômage

Fin 2019, le Parti républicain comptait sur le prolongement de la croissance entamée en 2010 sous Obama, au moins jusqu'aux élections du 3 novembre 2020, pour mettre l'accent sur l'économie. Or

les fragilités de celle-ci avaient déjà commencé à se manifester.[11] Trois mois plus tard, en mars 2020, les effets de la pandémie ont provoqué une récession plus profonde que celle déclenchée par la bulle immobilière en 2008. Les chiffres officiels du chômage montraient une baisse régulière jusqu'en 2019 (3,7 %) ; ils sont remontés à 14,7 % en avril 2020 et devraient se maintenir entre 9 % et 10 % jusqu'en 2021. On sait que le mode de calcul en vigueur masque les temps partiels involontaires, le cumul d'emplois mal rémunérés, les contrats courts, les prestations ubérisées, le découragement, les indépendants et micro-entrepreneurs sans commandes. On connaît aussi la polarisation des salaires et l'accroissement des inégalités de revenus.

Après le démarrage de la récession-crise sanitaire, on peut désormais observer des familles expulsées du logement qu'elles louaient ou tentaient d'acheter, ayant perdu l'assurance santé familiale liée à leur emploi salarié ou à leurs revenus d'indépendants, faisant la queue à pied ou en voiture pour les aides alimentaires. La loi d'urgence CARES adoptée en mars 2020 a eu peu d'effets sur les licenciements car elle verse des aides faramineuses aux sociétés financières et industrielles sans exiger en contrepartie qu'elles licencient moins leurs employés.[12] Par contre, tous les contribuables dont les revenus étaient en dessous de 75 000 dollars par an se rappelleront avoir reçu un chèque de 1 200 dollars, le fameux « chèque stimulus » signé par Trump. Un instant, au début de l'été, les trumpistes ont cru qu'ils pourraient de nouveau s'appuyer sur le bilan économique du président. Mais la crise a repris, pas les chèques-stimulus. La question d'une aide d'urgence régulière face à une crise qui dure s'est donc imposée en filigrane derrière les sujets médiatiques de l'instant. La Chambre des représentants, à majorité démocrate, dirigée par Nancy Pelosi, troisième personnage de l'État après le Vice-Président Pence, a initié une loi complémentaire nommée HEROES, destinée à aider « les nouveaux héros de l'épidémie », les salariés et micro-entrepreneurs pauvres, étudiants endettés, familles expulsées de leur logement ou sans couverture médicale.[13] Le Sénat, à majorité républicaine, dirigé par Mitch McConnell, l'a contrée avec la proposition HEALS, davantage centrée sur la relance de la consommation et l'aide à toutes les entreprises, y compris à celles que les critiques de gauche appellent « les mauvais employeurs ».[14] Biden-Harris soutiennent la première, Trump-Pence la seconde. Pour l'instant, un compromis n'a pas été trouvé.

CARES, HEROES et HEALS font ressortir certaines caractéristiques de la crise actuelle. Comparée à 2008, elle touche moins l'immobilier. Les ménages aisés recherchent des maisons et s'adressent aux agences. Les prix se maintiennent, même si les ventes sont plus espacées. Par contre, du côté des loyers et des remboursements de prêts hypothécaires, les retards et les impayés s'accumulent. Un grand nombre de ménages ont perdu leurs maisons après la crise économique de 2008 et sont en situation dégradée ou gravissime. Alors que la perte d'emploi et de revenus entraîne des regroupements dans des logements surpeuplés, les gestes barrières face à l'épidémie exigent davantage d'espace pour chaque personne. Enfin, malgré les mesures prises par les institutions philanthropiques, le gouvernement fédéral et les États, le nombre des sans-abris au début de 2020, avant l'épidémie, atteignait 567 000 personnes, chiffre en augmentation sur 2019.[15] HEROES reconnaît le problème et tente d'apporter quelques améliorations, mais la situation pourrait s'aggraver.

Autre problème traité par les lois d'urgence, la dette étudiante qui remonte en partie aux conséquences de la Grande Récession de 2008. Après la secousse, les jeunes et moins jeunes en reconversion ont été plus nombreux à s'inscrire dans les établissements d'enseignement supérieur, très divers, dans la perspective d'entrer sur le marché de l'emploi avec davantage de qualifications et de contacts. Mais la baisse des subventions attribuées aux universités publiques par le gouvernement fédéral, les États et les collectivités locales a conduit celles-ci à augmenter les frais d'inscription, tendance encore plus accentuée dans les universités privées. Pour payer ces frais, les étudiantes et étudiants ont emprunté aux banques ou aux universités elles-mêmes. Certains ont été découragés avant d'obtenir leur diplôme. D'autres, diplôme en mains, n'ont pas trouvé l'activité

rémunératrice qu'ils espéraient. Ils n'ont pas pu rembourser leur dette, et ont renoncé à l'achat d'un logement, d'une assurance santé ou à être parent et fonder une famille indépendante (« le rêve américain »). Le mal frappe tout le monde mais particulièrement les Africains-Américains, les Hispaniques et les femmes. Par ricochet, les défauts de paiement ont fragilisé des universités, des banques et le système fédéral de garantie des prêts étudiants (Sally Mae). Malgré une loi d'allègement des dettes étudiantes sous Obama, le total de celles-ci dépasse aujourd'hui la dette issue des cartes de crédit. La loi CARES de 2020 a accordé à certains un report des échéances de six mois. Mais la menace d'une généralisation du non-paiement de la dette étudiante reste à l'ordre du jour, telle une bombe à retardement. Elle nourrit également l'aspiration à l'accès gratuit aux études supérieures.

Protection santé

Les licenciements liés au confinement COVID et à la récession ont fait perdre à des millions de familles les assurances santé qu'elles avaient obtenues par leur entreprise ou leur syndicat, et remis sur la table la question de la protection santé universelle. Le programme démocrate de 2008, « *Affordable, Quality Health Care Coverage for All Americans* » (« Une couverture santé de qualité à un prix abordable pour tous les Américains »), a débouché sur le compromis de la loi PACA (Patient Protection and Affordable Care Act-2010) qui maintenait le système complexe existant mais le rendait plus accessible. Qualifiée d'« Obamacare » et dénoncée par les Républicains, la loi a permis à environ vingt millions de personnes supplémentaires de s'assurer, ce qui laissait environ 28 millions de non-assurés dans le pays. Depuis 2016, le harcèlement législatif, judiciaire et budgétaire de l'administration républicaine a réussi à réduire ce chiffre d'environ 4 à 5 millions. La pandémie a relancé le débat. La proposition de Bernie Sanders de « soins médicaux pour tous, la santé comme droit humain » est une de celles qui unifient les mécontentements des ouvriers, des femmes, des personnes âgées, des Africains-Américains, des Hispaniques, des jeunes, et explique que les sondages le donnaient gagnant contre Trump fin février 2020.[16]

Le mythe d'une classe ouvrière trumpiste

Les données sur l'emploi, le logement, la protection santé et l'endettement permettent de se pencher sur l'épopée du « Rambo ouvrier » très activement diffusée par le Parti républicain et malheureusement largement reprise par de nombreux médias français avides d'images simplistes. On se saisit de scènes d'hommes et de femmes censés incarner les ouvriers ou la classe ouvrière, les salariés des usines fermées, les travailleurs manuels, la classe moyenne, le cœur de l'Amérique, les ouvriers blancs, les petits blancs, allègrement mélangés sans se soucier de soumettre ces catégories à un examen critique. Le sujet est un enjeu électoral : les boîtes de communication à la botte des trumpistes organisent des événements où les journalistes peuvent rencontrer et photographier des personnes qu'on peut classer dans une de ces catégories. Elles existent réellement, mais leur représentativité n'est-elle pas exagérée et leur origine sociale exacte n'est-elle pas quelque peu floutée ?

Catégories sociales bien définies et chiffres en mains, l'imposture a été démontée par une série de chercheurs, d'inspiration marxiste ou syndicale, dont on ne reprendra ici que les arguments qui nous ont paru les plus convaincants.[17] C'est parmi la population « riche » (« *well-off* » « *upper-middle class* ») que le soutien à Trump est le plus fort : il s'agit d'électeurs qui votent habituellement républicain, qui ont bénéficié de la politique de Trump de 2016 à 2020 (baisse des impôts) et sont très disciplinés. Leur vote est acquis mais il ne représente que deux tiers du soutien nécessaire pour que Trump gagne. Le Parti républicain doit donc aller puiser dans des catégories mixtes, à cheval

sur les riches et les moins riches, telles que les amateurs d'armes à feu, les églises fondamentalistes, les militaristes, les nationalistes, les anti-avortement, les anti-« action affirmative », les anti-« gays », les anti-« assistés paresseux », les suprématistes blancs, pour y recruter quelques travailleurs manuels, artisans indépendants ou ouvriers qualifiés, consultants, réparateurs, agriculteurs. Parce que c'est de leur mobilisation que dépend la victoire de Trump-Pence dans certains États clés, ces spécimens concentrent l'attention des directeurs de campagne et des pronostiqueurs. Ils constituent un ensemble nombreux et disparate qui, habituellement, fait peu référence à son appartenance à la classe des gens ordinaires, mais n'en reste pas moins très présent dans les spots publicitaires et les médias. On les entend alors raconter comment ils ont perdu un emploi, des revenus, des clients, des espoirs, souvent, si on écoute bien, à partir d'un statut antérieur favorisé : ils imputent ce déclassement réel ou imaginé à la mondialisation, l'action affirmative en faveur des femmes ou des Africains-Américains, à l'aide sociale. Ils ne constituent ni le noyau d'une classe ouvrière ancienne ou future, ni le centre de gravité de l'électorat républicain.

L'immense majorité de ce qui pourrait constituer une « classe ouvrière » au sens de l'élan qui a secoué les États-Unis de 1934 à 1947, c'est-à-dire le salariat et ses alliés, est aujourd'hui composée de femmes, de « blancs » plutôt honnêtes et solidaires, d'Africains-Américains, d'Hispaniques, de syndiqués, de travailleurs découragés, malades, angoissés, sous tranquillisants, drogués ou au chômage, dans des emplois temporaires, mal rémunérés, et de leur famille, dont la situation a reculé à cause de la Grande Récession de 2008 et de la contraction des services publics. Une partie de la sociologie américaine les décrit comme classe moyenne ou classe inférieure, en partie pour évacuer l'examen de leur évolution potentielle comme prolétaires. Malheureusement pour les partisans du changement, c'est chez eux que se trouvent la plupart des sans-papiers, des résidents légaux non-citoyens, des interdits de vote, des non-inscrits sur les listes électorales et des abstentionnistes. Le reste, celles et ceux qui votent, porte ses voix très majoritairement sur les candidats démocrates.

L'action collective et l'organisation peuvent-elles modifier ce constat encore très récent ?[18] Dans le climat de plein emploi qui régnait avant l'épidémie et malgré la stagnation du taux de syndicalisation à un niveau bas (10,3 %), les grèves avaient repris de façon spectaculaire en 2018 et 2019 dans le privé et dans le secteur public, les grandes grèves d'enseignants (Los Angeles, Chicago, Kentucky, Caroline du Nord) mobilisant des milliers de personnes en défense des services publics de qualité.[19] Parallèlement, depuis 2012 se répand un mouvement visant à porter le salaire minimum fédéral de 7,25 dollars par heure à 15 dollars, mesure qui bénéficierait d'abord aux millions de salariés très mal payés. Le mouvement « *Fight For 15* », sorte d'ONG parasyndicale de conseil juridique relayée par des groupes locaux, a obtenu des succès dans des syndicats locaux puis nationaux (SEIU notamment), des villes (comme Seattle), des États (comme le Massachusetts) et s'est incarné en 2019 dans un projet de loi fédérale soutenu par les Démocrates, Bernie Sanders et Biden.[20] L'éclosion de l'épidémie en mars 2020 a ralenti ses activités, mais quelques actions exemplaires en faveur de primes de risques ou d'une meilleure protection sanitaire des salariés ont troublé le calme apparent (Amazon, fast food, supermarchés, conducteurs d'autobus). Le processus de revitalisation syndicale avance lentement et de façon parcellaire. Même dans les États à forte tradition ouvrière (New York, Californie et Hawaï, Illinois, Michigan, Ohio), la transformation des syndicats et leur extension aux vastes secteurs précarisés reste une perspective aléatoire. Les « millennials », arrivés sur le marché du travail après 2000, réputés plus progressistes que la moyenne, n'ont pas encore eu un impact notable dans les structures syndicales. Le temps aidant, les plus fidèles sont absorbés dans ces structures AFL-CIO ou les ONG bureaucratisées.[21]

Chez les salariés, la popularité des propositions de Bernie Sanders (sur la santé, les salaires, l'emploi, la dette étudiante, la gratuité des universités publiques) et sa solidarité avec les grèves lui ont valu un large soutien à la base, mais bien peu au niveau des structures syndicales d'État ou fédérales (à l'exception de celle des postiers), au moment des primaires démocrates.[22] Rappelons

qu’une fraction du mouvement syndical, notamment les syndicats du bâtiment et de la police, soutient les Républicains au moins depuis 1968, et ce sont souvent eux que l’on voit dans les photos « d’ouvriers pour Trump ». L’essentiel des directions de l’AFL-CIO soutient l’establishment démocrate et a porté ses voix sur Biden une fois que celui-ci a été désigné comme le candidat à soutenir par Obama et Clinton.

L’effet des révélations sur les déclarations fiscales de Donald Trump est complexe, en particulier chez ses partisans. Les plus investis dans la spéculation pensent qu’il fait comme tout le monde en cherchant à optimiser sa situation.[23] Mais quelques conservateurs regrettent qu’il ne soit pas un modèle du citoyen honnête qui paye fièrement sa part d’impôt. D’autres sont déçus que son ascension ne soit pas due à la réussite en affaires (plusieurs faillites), mais à une fortune héritée, mal gérée, mais sauvée de la catastrophe par un usage malin de lois fiscales taillées sur mesure. Chez les petites gens, on n’imaginait même pas que de telles fortunes et de telles exemptions d’impôts fussent possibles. Les derniers sondages confirment sa forte baisse chez les personnes âgées et une érosion chez les blancs sans diplômes qui pourraient lui coûter des États-clés.

L’environnement et les femmes, questions refoulées dans la campagne présidentielle

Une gamme de questions environnementales divise profondément la population entre une majorité plus consciente des enjeux écologiques et une minorité favorable à la déréglementation appliquée par Trump. Cette majorité est apparue dans les sondages sur le retrait du Traité de Paris (2017), dans les manifestations et procès contre le réseau de pipelines transcontinentaux, dans le soutien à la grève globale des jeunes pour le climat en septembre 2019. Le mouvement environnemental est vaste et divers (Earth Day, Sierra Club, Greenpeace et bien d’autres organisations). Il se fond périodiquement avec d’autres groupes d’intérêt dans des coalitions pour l’action sur un sujet précis, ce qui lui permet d’obtenir l’appui de gouverneurs et parlements de nombreux États qui n’hésitent pas à mettre en œuvre des politiques opposées à celles de Washington. Il est souvent structuré par des Organisations Non-Gouvernementales (ONG) sur une question particulière, comme la célébration du Jour de la terre (Earth Day). Un guide-fondateur contacte des mécènes, forme une fondation ou association, recrute des employés, contractuels soit experts soit organisateurs. Ceux-ci appliquent souvent les principes de Saul Alinsky sur la mobilisation d’une communauté pour obtenir le soutien de citoyens et d’élus locaux.[24] C’est évidemment au moment des grandes échéances électorales que ce modèle d’organisation se montre incapable d’aider à la construction d’une alternative réellement écologique, démocratique et solidaire.

À une échelle bien plus réduite, le Parti Vert (Green Party USA) fondé en 2001 défend l’écosocialisme au niveau national, mais chaque section d’État a sa propre préférence idéologique allant du malthusianisme au campisme. Les Démocrates ont dénoncé ses candidats à deux élections présidentielles, Ralph Nader en 2000 avec 2,7 % et Jill Stein en 2016 avec 1 %, comme responsables de l’élection, le premier de George W. Bush, et la seconde de Donald Trump. Au niveau électoral, même local, il reste beaucoup plus marginal que ses incarnations européennes. Par contre, au niveau des idées il a lancé en 2006 le concept de Green New Deal (GND).

Ce GND vise à combiner la relance de l’emploi et de l’économie avec des grands projets écologiques initiés ou soutenus par l’État. On peut dire que son origine lointaine est le Civilian Conservation Corps fondé par Roosevelt en 1933 pour la reforestation du pays avec l’aide de milliers de jeunes envoyés dans des chantiers sous la direction de l’armée. La proposition du Parti Vert envisageait une série de mesures sociales et environnementales destinées à être impulsées par un gouvernement favorable au peuple. Ce programme a été repris sous une forme très diluée par le président Obama

en 2012 (cinq millions « d'emplois verts »), et intégré dans une version radicale à la plateforme électorale de Sanders en 2019. Alexandria Ocasio Cortez, la députée radicale de New York (membre de Democratic Socialists of America), en a fait une résolution soumise à la Chambre des représentants en février 2020, garantissant à tout Américain le droit à un emploi avec congés payés, familiaux et médicaux, et proclamant l'objectif de créer une industrie énergétique entièrement décarbonée en 10 ans. Trump l'a accusée de vouloir transformer les États-Unis en pays socialiste. Biden a éliminé ou atténué les points les plus mordants de son programme et lors de son débat télévisé avec Trump, le 29 septembre, a nié qu'il soutenait le Green New Deal. [25]

La polarisation du pays se retrouve autour des questions féministes. Les propos sexistes de Trump ont aidé à alerter la population aux dangers du programme républicain pour les femmes. L'extension extraordinaire du mouvement #MeToo contre le viol et autres abus témoigne de cet éveil. En quatre ans, l'érosion de la loi PACA (Obamacare) a certes touché beaucoup de femmes, le financement fédéral de Planned Parenthood (l'équivalent du Planning familial) a été réduit, la statistique sur la discrimination et le harcèlement sexiste au travail a été découragée, et les errements et licenciements dus au COVID ont affecté les femmes de façon disproportionnée, mais le bras de fer sur les droits des femmes n'a guère produit de recul spectaculaire. Il a par contre enhardi la minorité qui s'oppose au droit de choisir et à la systématisation de l'égalité des sexes, amenant au bloc conservateur l'appui de nombreux réseaux fondamentalistes, masculinistes et homophobes, qui ont acquis un grand savoir-faire dans l'intimidation des femmes se rendant dans des cliniques de soins. Et cela pourrait déboucher dans les derniers mois de son mandat sur une défaite majeure du droit des femmes. Le marchandage constant entre le président du Sénat, Mitch McConnell, très conservateur et proche de la Coalition Chrétienne, et l'occupant de la Maison Blanche, préoccupé que les sénateurs ferment les yeux sur ses nombreuses entorses à la règle, pourrait décider du statut de l'interruption volontaire de grossesse. En effet, depuis la mort prématurée de la juge Ruth Bader Ginsburg, Trump et Pence promeuvent son remplacement précipité par Amy Coney Barrett, opposante déterminée au droit à l'avortement. Si elle est confirmée par le Sénat dirigé par McConnell, la Cour suprême reviendrait rapidement sur le verdict Roe vs. Wade qui fondait la liberté des femmes de disposer de leur corps sans entrave légale.
Immigrés, Africains-Américains et autres

Alors que Trump-Pence visaient à faire de leur politique anti-immigrés (« le mur » le long de la frontière mexicaine) un point fort de leur campagne présidentielle, c'est la violence policière contre les Africains-Américains, natifs des États-Unis depuis leur fondation et participants actifs à la révolution américaine de 1776, à la Guerre civile de 1865 et aux grands mouvements pour les droits civiques des années 1950 et 1960, qui ont déchaîné un tsunami de manifestations inconnu dans l'histoire du pays.
Immigration

L'immigration est un des sujets sur lequel l'écart entre le programme de Trump et les vœux des Chambres de commerce est le plus grand et autour duquel il a tenté de créer des groupes d'intervention civils supplétifs des forces fédérales.[26] Depuis longtemps sensibles aux fluctuations du marché de l'emploi, les entreprises américaines ont été favorables, selon leurs besoins, à plusieurs types d'immigration : très qualifiée, peu qualifiée, saisonnière. Certaines souhaitent aujourd'hui fidéliser et intégrer les nouveaux venus (droits sociaux, regroupement familial). D'autres, plus discrètes, préfèrent les fragiliser, au moins temporairement, pour décourager toute adhésion à des mouvements revendicatifs. Quant aux syndicats américains, ils ont oscillé entre des politiques xénophobes (réservation de l'emploi aux citoyens ou résidents, restriction des visas d'entrée aux États-Unis) et solidaires (exigence de l'égalité complète des droits légaux et salaires des immigrés, accueil fraternel des familles, appréciation du pluralisme culturel).

Les mesures brutales préconisées par le candidat Trump en 2016 ont été freinées ou réduites (mur

sur la frontière mexicaine, restriction du regroupement familial, durcissement des conditions d'accueil des réfugiés). Des coalitions et des mouvements sociaux en défense des migrants rassemblant principalement des organisations religieuses (Quakers, Interdenominational), de défense des droits de l'homme, et d'originaires du Mexique, d'Amérique centrale ou d'ailleurs, ont surgi en Californie et dans de nombreux États. L'internement d'enfants séparés de leurs parents, les attentats commis par des suprématistes blancs (comme celui d'El Paso le 3 août 2019, 23 morts, 23 blessés) ont soulevé une vague d'indignation et posé la question de leur lien avec les tweets ambigus émanant de la Maison Blanche. Le mur total avec le Mexique n'a jamais été construit.

Tsunami autour des violences policières

George Floyd n'était pas un immigré. Il est né en Caroline du Nord, de parents nés en Caroline du Nord, anglophone, chrétien. L'explosion de mécontentement suscitée par son assassinat filmé, par les mains de policiers de Minneapolis, a changé la donne. Les discriminations dont sont victimes les Africains-Américains ont surgi au cœur de la campagne électorale et rappelé qu'elles ont des racines profondes.

En effet, contrairement aux dires de certains spécialistes des États-Unis, l'élection de Barack Obama ne couronnait pas un long processus de normalisation de la condition des Africains-Américains aux États-Unis. Les inégalités sociales se sont maintenues sous son mandat et celui de Trump. Voici quelques chiffres significatifs parce qu'ils sont des moyennes de toute la population, tirés des recensements officiels et du Congrès : en 2018, le revenu médian des ménages africains-américains était inférieur d'environ 35 % à celui des ménages blancs, et en 2016 leur patrimoine médian s'élevait à un dixième de celui de ces derniers.[27] Une première version, plus centralisée, du mouvement Black Lives Matter (BLM) est née sur Internet en 2013. Obama a dû gérer plusieurs émeutes urbaines de quartiers à prédominance noire en 2014 et 2015. On a vu alors le fossé qui sépare d'une part l'establishment noir, composé d'entrepreneurs, de sportifs, d'artistes, d'hommes d'Église, de professions libérales et d'administrateurs (villes, comtés, États, Congrès, écoles, services de police) profondément attachés au Parti démocrate, et d'autre part les masses noires dont les réseaux comme les relais de BLM cherchent à exprimer les revendications. Alors que Bernie Sanders obtenait des bons scores dans les sondages auprès de la population africaine-américaine, les délégués démocrates africains-américains, sous la conduite de Jim Clyburn, élu de Caroline du Sud et leader de la majorité démocrate à la Chambre des représentants, ont massivement donné la victoire au modéré Joe Biden.[28]

Mais c'était fin mars, deux mois avant l'assassinat de George Floyd le 25 mai 2020, et avant que les graves erreurs du gouvernement de Trump sur la Covid ne deviennent manifestes. La mort de Floyd, puis les provocations de Trump au nom de la loi et de l'ordre, ont entraîné entre mai et septembre une vague de manifestations gigantesques – selon certains le total formerait le plus grand mouvement de l'histoire des États-Unis. Les premières, comme celles de Minneapolis, la ville où Floyd a été tué, ressemblaient à des explosions de colère spontanée, avec des incendies de voitures. Puis vinrent des grands défilés d'hommage dans les villes et en dehors des États-Unis, des grèves spectaculaires comme celle des basketteurs sous le mot d'ordre « Nous avons besoin d'un instant pour respirer », des occupations de lieux comme à Portland, la multiplication d'actions de témoignage jusque dans le pays le plus profond. Ces mobilisations étaient le plus souvent multiraciales et intergénérationnelles et se référaient à la deuxième vague du mouvement « Black Lives Matter », dont l'intitulé était compris non pas comme seules les vies noires comptent (théorie du racisme inversé), mais comme une réponse aux pratiques policières et au silence des autorités et des médias qui font croire que les vies noires ne comptent pas alors qu'elles « comptent autant que les autres vies humaines ». Au 3 juillet, le *New York Times* estimait que 26 millions de personnes

avaient participé à des protestations ; au 31 août, il y aurait eu 7 750 manifestations explicitement en solidarité avec BLM, dont 95 % sans violence de la part des manifestants.[29]

Le mouvement a été relancé à plusieurs reprises par de nouveaux assassinats perpétrés par la police, la répression des manifestations par les polices municipales, l'intervention de forces fédérales à Portland et ailleurs ordonnée par Trump, et son encouragement à la formation de milices très souvent armées de fusils d'assaut destinées à intimider les manifestants conduisant à de nouveaux heurts avec blessés et morts. Parmi les innombrables affaires, citons : à Louisville (Kentucky), une longue chaîne d'actions autour de l'assassinat de Breonna Taylor le 13 mars, le licenciement d'un policier le 23 juin, la réouverture de l'enquête par un « grand jury » et sa décision de ne pas poursuivre les policiers pour meurtre déclenchant une sorte de lamentation le 23 septembre, au cours de laquelle deux policiers auraient essuyé des coups de feu ;[30] à Portland (Oregon), occupations et manifestations avec la mort d'un contre-manifestant de « Prière patriotique », puis de celui qui l'aurait tué, abattu à son tour par le FBI et les marshalls fédéraux ; la suite d'incidents à Kenosha (Wisconsin), Jacob Blake, un Africain-Américain tué par la police, des manifestations, Kyle Rittenhouse (17 ans) se rend sur place avec son fusil et tue deux manifestants (Anthony Huber et Joseph Rosenbaum) qui lui disent de baisser son arme, Rittenhouse devient un héros des conservateurs.

Le mouvement est massif, relativement spontané (sauf pour les transmissions par Internet) et divers. Tous les observateurs ont remarqué la forte présence, aux côtés des Africains-Américains, d'autres catégories, notamment jeunes. Sa revendication principale concerne les violences policières discriminatoires : baisse ou suppression du financement de la police (« defund ») ou carrément abolition de la police. Il a obtenu des concessions dans un certain nombre de villes. À Minneapolis, le Conseil municipal a décidé de retirer de la Charte de la ville l'obligation d'entretenir un département de police ; il propose de le dissoudre et de créer un Département de sécurité de la communauté et de prévention de la violence. Cette mesure devait être soumise à un référendum en novembre, mais la consultation a été reportée.

À ces revendications, Trump a répondu qu'il fallait saluer le courage des policiers et renforcer leurs moyens. Dans une de ses causeries, Biden a dit qu'il suffisait de financer un programme qui leur apprendrait à tirer vers la jambe plutôt que le cœur.[31] Un petit rappel du contexte légal n'est pas inutile. Il n'y a pas d'équivalents des préfets français aux États-Unis. La police relève surtout des municipalités. Certaines de ses compétences sont parfois partagées avec des shériffs de comté, des patrouilles d'État, ou des corps fédéraux (FBI, Homeland Security, Bureau of Alcohol, Tobacco and Firearms). En cas d'urgence, tous sont autorisés à compléter leurs rangs par des adjoints désignés sur place (« *deputies* »). De plus, une vieille loi héritée de la jurisprudence anglaise mais tombée en désuétude permet à tout citoyen d'arrêter un criminel au nom de l'autorité (« *citizen's arrest* »). Une loi de 1807 autorise l'intervention de Gardes nationaux en cas de « troubles civils » graves. Ces questions ont été soulevées par les revendications du mouvement, mais aussi par l'intervention de forces fédérales non identifiées à Portland, et par une protestation contre l'utilisation de l'armée à des fins de maintien de l'ordre. En effet, événement extraordinaire, après que Trump eut fait dégager la rue devant la Maison Blanche par des forces militaires (Garde nationale et police fédérale des parcs), des anciens généraux et dirigeants du Ministère de la défense ont signé une déclaration publique refusant l'utilisation de l'armée contre les manifestants.[32]

Alors que le mouvement inspiré par Black Lives Matter pointe les violences policières racistes et autres, et réclame le « définancement » des services de police municipaux, la liberté de manifester et une réforme profonde de la protection des citoyens, le Parti républicain met l'accent sur les affrontements, les incendies de voitures, les pillages de magasins et félicite les citoyens qui défendent la loi, l'ordre et la propriété les armes à la main. Quelques milices d'extrême droite ont répondu à cet appel. Les trumpistes veulent orienter ces milices vers l'intimidation des électeurs et

des assesseurs des bureaux de vote le 3 novembre. Le fils du président, Donald Trump Jr, a appelé à la formation d'une armée de volontaires pour défendre le vote et surveiller les élections. Le message sous-entendu est que le vote légitime des blancs patriotes pourrait être dilué par les millions de votes illégitimes des non-blancs, pauvres et immigrés à qui la démocratisation des soixante dernières années a permis de voter. Après avoir changé de thématique centrale, passant de la Chine à l'économie, les républicains se concentrent sur la loi et l'ordre. Mais ce nouveau scénario est déjà troublé par un autre sujet.
COVID

À un mois du scrutin, la deuxième vague de la COVID et l'hospitalisation de Trump ont fini par mettre l'épidémie au tout premier plan des préoccupations des électeurs. Le 6 octobre 2020, 56 % des Américains désapprouvaient la gestion de l'épidémie par le gouvernement fédéral.[33] Dans son livre publié le 15 septembre, le célèbre journaliste Bob Woodward raconte que Trump connaissait le caractère dangereux du coronavirus dès février, alors qu'il déclarait encore un mois plus tard qu'il s'agissait d'une simple grippe et en minimisait les dangers. Il a déclaré les masques inutiles jusqu'à l'été puis a conseillé de les porter quand cela pouvait être utile, sans précisions supplémentaires. Plus tard, il a exagéré la disponibilité des tests aux États-Unis par rapport à d'autres pays et les chances d'avoir un vaccin avant le mois de novembre. Le 22 août il a accusé une de ses cibles habituelles, « l'État profond », de ralentir l'administration des aliments et médicaments (FDA) qui, selon lui, s'apprêtait à approuver un vaccin. La FDA a répondu qu'elle maintenait sa procédure stricte habituelle. Ses accusations ont nourri les attitudes anti-scientifiques et les théories conspirationnistes. Même après avoir reconnu la gravité de l'épidémie, il a œuvré pour restreindre l'application des mesures de distanciation physique. Enfin, il a cherché à se débarrasser du problème en rendant les gouverneurs des États et les maires des villes responsables des mesures liées à l'épidémie, et en accusant la Chine et l'Organisation Mondiale de la Santé de l'avoir laissée se diffuser à travers le monde.

Après des pointes de mortalité en avril et fin juillet, la barre des 200 000 morts a été franchie le 23 septembre (avec 6,8 millions de cas confirmés). Le 6 octobre, on comptait 63,86 morts par 100 000 habitants.[34] La maladie a frappé toutes les couches de la population, y compris le commandant en chef, mais elle a été particulièrement mortelle chez les Africains-Américains et les Hispaniques. Ces catégories, ainsi que les femmes, les pauvres et les précaires ont aussi subi le plus durement les conséquences économiques et sociales : licenciements, baisse des revenus, perte des assurances santé, expulsions de leur logement, confinement dans des espaces surpeuplés, absence de soins. Le scepticisme face aux déclarations présidentielles sur la Covid a renforcé le mécontentement sur l'économie, la violence policière, la santé et le climat.

Autoritarisme

Face à cette perte de crédibilité, le clan Trump s'est tourné vers l'intimidation par des moyens légaux et extra-légaux, sans que le Parti républicain ne s'en émeuve publiquement, à quelques exceptions individuelles près. C'est ce qui a suscité un débat sur l'étendue du glissement autoritaire du gouvernement, l'activisme de groupes d'extrême droite parfois armés et les dangers de « guerre civile ».

Ce dernier terme est assez flou : la référence classique aux États-Unis renvoie à ce que les Français appelle la Guerre de Sécession de 1861-1865. Elle suppose une division territoriale enracinée dans des systèmes de relations sociales différents. Mais on l'a vue appliquée aussi par des historiens aux périodes de grande division politique accompagnée de violences, comme les années 1960.[35]

Rappelons où en est le débat sur le contrôle des armes à feu parfois difficile à comprendre en France. La National Rifle Association (NRA, plus de cinq millions d'adhérents) et ses antennes qui constituent le lobby pro-armes à feu, cherchent à élargir leur base en mélangeant des considérations conservatrices et démocratiques parfois contradictoires. Elles affirment que le droit de porter une arme est garanti par le deuxième amendement de la Constitution qui fait partie de la Charte des Droits (1791) issue de la révolution américaine, et que cet amendement est décisif pour la protection des autres droits contre la tyrannie de l'État et autres menaces potentielles (sauvages, criminels, foules hystériques). Elle entretient l'idéal de la nation en armes, soit sous la forme d'une armée citoyenne, soit sous celle d'une armée permanente soutenue par des milices. Le droit de porter les armes a été invoqué à plusieurs reprises par des composants du mouvement africain-américain comme mesure d'auto-défense individuelle ou collective (défense contre le KKK, les lynchages et dérèglements policiers, Panthères noires). En même temps, les groupements de gauche qui ne souscrivent pas à une doctrine gandhienne de non-violence insistaient sur la gradualité, la proportionnalité et le caractère massif des mesures d'auto-défense, et l'importance de déjouer les provocations et machinations policières. Des lois fédérales ou des États fédérés ont limité le champ d'application du deuxième amendement, notamment pour les « félons », internés mentaux involontaires et sans-papiers, et pour prévenir les fusillades et menaces issues de mouvements de haine et de déséquilibrés. Le mouvement pour étendre ces interdictions et durcir les contrôles est reparti de plus belle après la fusillade du lycée MSD de Parkland, Floride, le 14 février 2018 (17 morts, 17 blessés), porté par les jeunes. La NRA et Trump ont répondu que pour empêcher ce genre d'incidents, il fallait plus de citoyens armés et vigilants, capables de répliquer immédiatement.

Qui peut tirer avantage d'une dramatisation des risques de violence issu des protestations de l'été 2020, et qu'en est-il vraiment ? Il est clair que le Parti républicain, Trump aujourd'hui comme Nixon en 1968, a intérêt à susciter des affrontements éparpillés entre défenseurs des droits démocratiques et sociaux et bastions conservateurs en colère, notamment sur le terrain du racisme. En effrayant les partisans de l'ordre, de la propriété, des privilèges établis des blancs, il les pousse à voter républicain. Du côté de la gauche démocrate aussi, certains pensent que Biden peut profiter d'une évocation du danger fasciste contre lequel le pays s'était uni de 1941 à 1945. Cela permet par exemple de convaincre les partisans de Bernie Sanders dégoûtés par la timidité des changements promis par les Démocrates après la défaite de leur candidat, de renoncer à l'abstention ou au vote pour Hawkins-Walker, les colistiers verts.

Certains commentateurs de gauche pensent que la politique préférée du grand capital est encore plutôt la recherche de la paix sociale et de l'union nationale, défendue par Mitt Romney, minoritaire au Parti républicain, et Joe Biden, majoritaire au Parti démocrate. Ils font valoir que l'autoritarisme de Trump n'a pas conduit à l'inculpation ou à l'emprisonnement de ses opposants politiques, et que les élections de 2018 ont fait basculer la Chambre des représentants et de nombreux États et villes dans le camp démocrate. Mais la situation a peut-être changé après les manifestations déclenchées par la mort de George Floyd. Des accélérations inattendues sont possibles. Même si pour Trump, l'essentiel est un objectif à très court terme, assurer sa réélection en novembre en activant au maximum les réseaux qui lui amèneront des voix, la mobilisation milicienne pourrait devenir difficile à arrêter après novembre et dégrader le paysage politique pendant longtemps.

Pour l'instant, les études sociologiques et journalistiques ne suffisent pas à mesurer l'ampleur du phénomène et du basculement en cours. Un réseau militant pourrait rassembler des informations brutes des diverses régions et milieux et tester la réaction à différentes formes d'action défensive du mouvement démocratique. À défaut, on ne peut qu'émettre des hypothèses sur l'étendue et les caractéristiques de la violence.

La principale nouveauté de 2020 est la résurgence d'activités massives autour de la discrimination contre les Africains-Américains. D'après une synthèse publiée par ACLED, 95 % de ces activités ont

été pacifiques.[36] Mais certaines ont été attaquées par les forces de l'ordre ou des milices, et les images de ces heurts largement diffusées. Contre ces agressions, la riposte la plus fréquente et de loin, a consisté en protestations et recours en justice.

Mais on signale quelques cas de tournants vers l'auto-défense qui mériteraient d'être analysés dans le détail. Nous esquissons le déroulé de trois cas, le premier spontané (Michigan), le second bien organisé (Géorgie), le troisième plutôt collectif et réactif (Virginie occidentale). À East Lansing, où siège l'assemblée du Michigan, il s'agit d'une initiative du jour au lendemain d'un sapeur-pompier africain-américain assez engagé.[37] Après que Sarah Anthony, représentante élue et africaine-américaine, eut été harcelée par un groupe de militants anti-quarantaine, armés, alors qu'elle se rendait à l'assemblée, trois volontaires africains-américains ont décidé de l'escorter le 8 mai, eux aussi armes à la main. En Géorgie, une manifestation de la coalition « No Fucking Around Coalition » – NFAC (« Coalition On Ne Déconne Pas ») était dirigée contre le nationalisme blanc et la statue d'un général confédéré, et faisait suite à l'assassinat de Rayshard Brooks par la police d'Atlanta le 12 juin[38]. Environ mille personnes, toutes africaines-américaines selon les organisateurs, et pour la plupart armées, ont défilé dans un parc sur un mode militaire. Le troisième, à Kingswood (Preston County, WV), petite ville des Appalaches, semble sortir de l'Amérique profonde et m'est parvenu par un correspondant Facebook.[39] Le samedi 12 septembre, une cinquantaine de personnes, en majorité jeunes et mélangées, ont participé à une marche en soutien à BLM ; deux orateurs, l'un du NAACP, l'autre élue africaine-américaine.[40] Prévenus, quelques hommes armés ont servi de corps de sécurité (« security »), encadrant la marche. Environ soixante contre-manifestants, d'apparence quarantenaires pour l'essentiel, armés de fusils et de drapeaux, les ont insultés et intimidés. Aucun coup de feu n'a été tiré. Les commentaires : « Ouf ! on respire, on a eu peur. »

L'univers des milices réactionnaires est ancien et divers, bien implanté. On y trouve le Klan (KKK) et ses avatars, des groupements ultra-conservateurs, des fanatiques du port d'armes, des anti-quarantaine et anti-masques pseudo-libertaires, des fraternités d'anciens militaires, des anti-taxes, des anti-gouvernement fédéral, des suprématistes blancs, des anti-avortement et des homophobes. Citons parmi les organisations les plus connues les « Proud Boys » (réservé aux hommes), les « Patriot Prayer », les « Three Percenters », les « Oath Keepers », « A Voice for Men » ; des tentatives de regroupement apparaissent sous des étiquettes comme « Michigan Liberty Militia » ; moins visible dans les manifestations, le « Tea Party » partage les mêmes orientations idéologiques. Ces milices ont eu l'occasion d'intervenir cette année contre le port des masques et les quarantaines, au nom de la liberté, pour la défense de la propriété contre les pillages de magasin, pour aider la police à se défendre (« Blue Lives Matter »), pour surveiller les manifestations. Comme on l'a signalé plus haut, Donald Trump Jr, le fils, appelle à la formation de corps de volontaires chargés d'empêcher la fraude en surveillant les bureaux de vote, le décompte des voix par les assesseurs, le traitement des procurations reçues par la poste, les tribunaux jugeant l'issue des élections. Il est possible que tout cela s'effrite avec une très large victoire de Biden. Mais il n'est pas exclu que de nouveaux rebondissements démobilisent les partisans de la démocratie et permettent à Trump, qui reste en exercice jusqu'en janvier, de proclamer la loi martiale.

Comment se positionne la gauche ?

Face à une élection aussi dramatique, comment se positionne la petite gauche américaine ? Ses espoirs de grimper à un niveau supérieur ont grandi avec la croissance de Democratic Socialists of America, passé à 70 000 membres, et avec la popularité de la critique du capitalisme et des propositions de réformes structurelles (Green New Deal, Healthcare for all, Fight for 15) promues par Bernie Sanders. La victoire de Biden dans les primaires démocrates a déçu et les premiers mois

de l'épidémie de Covid ont ralenti l'activité. Mais l'essor extraordinaire et inattendu du mouvement contre les violences policières a permis que des jonctions s'opèrent entre les manifestants et les réseaux animés par des jeunes autour du BLM ou des partisans de Bernie Sanders décontenancés.

Le courant le plus modéré pense toujours pouvoir transformer le Parti démocrate en parti de gauche très large (« realignment »). Plus à gauche, on pense que le Parti démocrate est trop profondément enraciné et contrôlé par le *big business* pour qu'on imagine d'y obtenir une majorité. Néanmoins, les forces sociales nécessaires à un large mouvement politique de gauche y vivotent : les syndicats de salariés, le mouvement des droits civiques, les grandes associations hispaniques, les réseaux pour les droits de femmes, les écologistes par intermittence. Il faut donc cristalliser ces forces autour d'un programme de réformes et préparer leur départ du Parti démocrate et une fusion éventuelle avec des forces extérieures indépendantes (Verts, groupements africains-américains, socialistes locaux, etc) pour fonder un Parti indépendant, le nom de Labor Party étant préféré par certains. Si l'exode se produit à grande échelle et d'un seul coup, on parlera de « scission propre » ; si elle se produit en plusieurs épisodes et que les indépendants jouent un rôle fort, on parlera de « scission sale ». Ces scénarios ne convainquent pas tout le monde : on craint beaucoup que toute activité dans le Parti démocrate et ses pseudopodes dans les mouvements sociaux ne soit extrêmement corruptrice. Au lieu que les socialistes capturent les forces sociales pour sortir du parti, le parti risque de capturer les socialistes et les mouvements qu'ils animent pour y rester. Cette aile pense qu'il est plus sûr de miser sur une activité à la base (« *from below* »), totalement indépendante du Parti démocrate, éventuellement accompagnée d'alliances ponctuelles ou plus durables avec des dirigeants de mouvements sociaux moins fidèles au Parti démocrate. Dans les dernières semaines, l'inquiétude sur la montée de la menace des milices a fait naître un courant « Dump Trump Fight Biden– DTFB » (Débarassons-nous de Trump ! Combattons Biden) qui appelle à battre Trump en votant Biden sans illusions.

On trouve des partisans de ces perspectives dans les syndicats, les mouvements sociaux, des coopératives et une pléthore de revues. Parmi les revues politiques les plus influentes, citons *The Nation, New Politics, Jacobin, In These Times, Mother Jones, Spectre, Against The Current, Labor Notes, Z Magazine*. Le mouvement pour les droits civiques des Africains-Américains se renouvelle profondément : à côté des vieilles organisations comme le NAACP, naissent des réseaux militants comme Movement for Black Lives ou Moral Mondays. Le poids quantitatif de la gauche est faible, mais on a vu le potentiel de ses idées avec le Green New Deal. Un mouvement comme Black Lives Matter a désespérément besoin de soutiens, de relations et d'échanges programmatiques. Après l'immigration, la protection santé, la dette étudiante, l'environnement, les droits des femmes, l'absence de vrais secours d'urgence contre la crise économique, la gestion de l'épidémie de COVID-19 et le racisme des polices municipales remettent les grands choix de société à l'ordre du jour. Le résultat de l'élection présidentielle déterminera pendant un temps le climat politique, mais on voit mal comment les conflits recensés ici pourraient s'évanouir.

John Barzman

Notes

[1] Formule répétée le 2 octobre par Wang Huiyao, fondateur et président du Centre pour la Chine et la globalisation de Pékin : www.nytimes.com/2020/10/02/us/elections/news-that-the-president-contracted-the-virus-leaves-the-world-shaken.

[2] Le Pew Institute distingue le pays, dont la popularité résiste mieux, de son dirigeant actuel pewresearch.org/global/2020/01/08/la-cote-de-trump-dans-le-monde-demeure-basse-alors-que-lopinion-a-legard-des-etats-unis-reste-en-grande-partie-favorable/..

[3] Les États clés ne sont pas forcément les États fédérés qui ont le plus de grands électeurs (comme New York ou la Californie) mais les swing states où la majorité a été très faible aux dernières élections et reste fragile dans les derniers sondages ; ils évoluent au fil des jours, l'Ohio, le Wisconsin et la Pennsylvanie étant parmi les plus fréquemment cités.

[4] Les élections des États fédérés, comtés et municipalités comportent souvent des référendums de toute nature proposés par l'administration ou d'initiative populaire, des mesures et votes divers. (ballotpedia.org/2020_ballot_measures).

[5] Voir par exemple cette étude : entreleslignesentrelesmots.blog/2020/10/03/la-toile-daraignee-des-fondations-et-des-businessmen-au-service-du-controle-electoral-en-faveur-du-gop/#more-46188.

[6] Chiffres arrondis, parfois contestés, sources diverses : US Census Bureau, Pew Institute, Kaiser Family Foundation (KFF), Childstats.gov, Statista. La Cour suprême vient de décider que le bureau de recensement ne peut pas demander leur statut de citoyen aux personnes recensées : si l'on soustrait des habitants de 18+ ceux qui ont le droit de vote, on obtient environ 22 millions de résidents légaux non-citoyens en âge de voter (255-233=22).

[7] Affirmation inexacte comme le montre edition.cnn.com/2019/10/29/politics/fact-check-trump-false-claim-opposed-iraq-invasion/index.

[8] Traduit de l'anglais JB. Michael E. O'Hanlon and James N. Miller, 2/12/ 2019, brookings.edu/policy2020/bigideas/focusing-on-quality-over-quantity-in-the-us-military-budget/

[9] Rappelons quelques mots d'ordre des années 1970 : « Jobs not War » (Des emplois pas la guerre), « Swords into ploughsares » (Transformons les épées en charrues), « Make love not war » (Faisons l'amour, pas la guerre), « Build bridges not bombs » (Construisons des ponts pas des bombes).

[10] John Horgan, « Let's Defund the Pentagon, Too. We must begin moving beyond militarism, as Martin Luther King urged more than 50 years ago », Scientific American, July 8, 2020.

[11] Maggie Fitzgerald cnbc.com/2019/09/02/heres-a-list-of-recession-signals-that-are-flashing-red.

[12] Robert Reich, ancien ministre du Travail de Bill Clinton, écrit à propos du Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security Act (CARES) 'Chèques en blanc et cadeaux fiscaux : le socialisme pour les riches à l'époque du coronavirus' (Blank Checks and Tax Breaks : Socialism for the Rich in the Age of Coronavirus- (facebook.com/watch/ ?v=635929166957147). Voir Robert Brenner, « Escalating Plunder, newleftreview.org/issues/II123/articles/robert-brenner-escalating-plunder.

[13] Projet de loi HEROES (Health and Economic Recovery Omnibus Emergency Solutions).

[14] Projet de loi HEALS (Health, Economic Assistance, Liability Protection and Schools), critiqué par exemple par l'Economic Policy Institute, lié aux syndicats (epi.org/press/the-gop-heals-act-fails-to-heal-people-harmed-by-the-coronavirus-will-cost-millions-of-jobs-and-protects-bad-employers/).

[15] endhomelessness.org/homelessness-in-america/homelessness-statistics/state-of-homelessness-2020/

[16] berniesanders.com/issues/medicare-for-all/. Steve Philipps, « Bernie Sanders Can Beat Trump. Here's the Math », nytimes.com/2020/02/28/opinion/bernie-sanders-polls.

[17] Voir entre autres David R. Roediger, The Sinking Middle Class : A Political History, résumé à

theprint.in/pageturner/excerpt/america-isnt-really-middle-class-nation-but-clinton-to-obama-all-relied-on-the-myth/496027/ ; Mike Davis, « The Great God Trump and the White Working Class ». Certains aiment le terme de « déclassés », de lumpen-prolétariat ou lumpen-petite bourgeoisie, jacobinmag.com/2017/02/the-great-god-trump-and-the-white-working-class/. Le livre de Sylvie Laurent, Pauvre petit blanc, traite l'effet de la question raciale sur les classes inférieures et moyennes d'un point de vue historique.

[18] Pour un état des lieux en 2017, voir Kim Moody, On New Terrain : How Capital is Reshaping the Battleground of Class War, Chicago, Haymarket Books.

[19] Dave Kamper à rupturemagazine.org/2020/02/17/strike-wave-a-preliminary-assessment-of-us-labour-militancy-in-2018-and-2019-dave-kamper/. Pour une couverture fiable et régulière www.labornotes.org/magazine.

[20] Harold Meyerson trace son histoire dans https://prospect.org/labor/fight-15-s-long-winding-brandeisian-road/.

[21] Certains auteurs appliquent le concept de bureaucratisation syndicale par analogie aux mouvements sociaux-ONG structurés autour de causes humanistes, financés par des donateurs millionnaires et salariant des permanents appelés néanmoins volontaires (Amnesty International, Greenpeace, NOW, par exemple) ; voir Kate Doyle Griffiths, « The rank-and-file strategy on new terrain », Spectre Magazine, spectrejournal.com/the-rank-and-file-strategy-on-new-terrain-2/ et INCITE ! Women of Color Against Violence, The Revolution Will Not Be Funded : Beyond the Non-Profit Industrial Complex.

[22] Exemple de la Californie pour le soutien chez les revenus de moins de 50 000 dollars par an calmatters.org/projects/low-income-voters-bernie-sanders-secret-weapon/. Soutien de l'American Postal Workers Union https://apnews.com/article/416a6f217c28d58fb11828bb4e3bf825.

[23] usnews.com/news/elections/articles/2020-10-02/white-voters-could-cost-trump-the-presidency.

[24] La méthode de Saul Alinsky a été défendue au sein de la France insoumise, sous le nom d'« organisation de communauté » ou auto-organisation. La transposition me semble ignorer l'absence de mouvement ouvrier à bases multiples qui caractérisait la situation où elle a été inventée (les États-Unis des années 1930 et 1940), son origine totalement extérieure à la communauté où elle s'implante, et sa récupération facile par les appareils partidaires (notamment le parti démocrate) existants.

[25] edition.cnn.com/2020/09/30/politics/joe-biden-green-new-deal-fact-check/index.html

[26] Le patronat dirige une coalition pour une réforme de l'immigration (uschamber.com/immigration). Le Wall Street Journal réclame plus d'immigrés (wsj.com/articles/will-trump-end-the-worker-shortage-11582311892).

[27] Pour les revenus, $41 692 contre $70 642 ; pour la richesse, $17 150 contre $171 000. Voir US Congress, Joint Economic Committee, « The Economic State of Black America in 2020 » citant jec.senate.gov/public/_cache/files/9a226c5c88ad-4fd1-a3d4-7a3ac94cd1cc/state-of-economic-progress-for-black-americans-mlk-2020-final.pdf

[28] reuters.com/article/us-usa-election-democrats-poll/sanders-surpasses-biden-among-african-american-voters-reuters-ipsos-poll-idUSKBN20J2J9.

[29] Sur le nombre de manifestants, nytimes.com/interactive/2020/07/03/us/george-floyd-protests-

crowd-size, et de manifestations (l'ACLED paraît fiable) acleddata.com/2020/08/31/us-crisis-monitor-releases-full-data-for-summer-2020/.

[30] nytimes.com/2020/09/23/us/breonna-taylor-decision-verdict.html#link-2de94549

[31] c-span.org/video/ ?c4878934/user-clip-vice-president-joe-biden-police-shoot-leg-heart

[32] « Six military heavyweights and defense experts weigh in on Trump's call for the military to put down protests. » Foreign Policy, June 4, 2020 foreignpolicy.com/2020/06/04/military-leaders-security-experts-trump-protests-george-floyd/.

[33] projects.fivethirtyeight.com/coronavirus-polls/

[34] Johns Hopkins University coronavirus.jhu.edu/data/mortality

[35] Voir le titre de Maurice Isserman et Michael Kazin, America Divided : The Civil War of the 1960s (1999).

[36] Roudabeh Kishi et Sam Jones (dir), « An Overwhelmingly Peaceful Movement » acleddata.com/2020/09/03/demonstrations-political-violence-in-america-new-data-for-summer-2020/

[37] blackenterprise.com/armed-volunteers-escort-african-american-lawmaker-to-state-capitol-after-anti-quarantine-protest

[38] newsweek.com/armed-black-demonstrators-challenge-white-supremacist-militia-georgias-stone-mountain-park-1515494

[39] John Hilsman facebook.com/john.hilsman.1/posts/10159296613398676

[40] La National Association for the Advancement of Coloured People (NAACP) est la plus vieille organisation de droits civiques, aujourd'hui très modérée et composée de notables.

P.-S.

• Contretemps la revue. 22 février 2021 :
http://lesdossiers-contretemps.org/2021/02/22/etats-unis-dans-lexpectative/

• John Barzman est professeur émérite à l'Université Le Havre Normandie où il a enseigné l'histoire contemporaine et la civilisation américaine. Il a milité aux États-Unis et en France.